

L'industrie suisse de l'armement jouera sa crédibilité dans les urnes

Commerce de guerre Corseté par la politique de neutralité, le secteur est aux abois. Le Conseil fédéral et la droite veulent lui donner une plus grande marge de manœuvre, la gauche s'y oppose. La population aura le dernier mot.

Florent Quiquerez Berne

C'est une situation paradoxale. Alors que la géopolitique mondiale est bouleversée par la guerre en Ukraine d'un côté et le conflit au Proche-Orient de l'autre, l'industrie suisse d'armement risque de perdre des parts de marché. En cause? La neutralité. La loi fédérale sur le matériel de guerre interdit en effet l'exportation et la réexportation d'armement fabriqué en Suisse vers des pays impliqués dans des guerres.

Faut-il faire des exceptions? Le Conseil fédéral le souhaite. Et il est suivi par la majorité bourgeoise du parlement, qui a accepté des assouplissements en décembre dernier. Cette question sera toutefois tranchée par la population, puisque le référendum lancé par la gauche et diverses ONG a abouti. Il sera d'ailleurs officiellement déposé vendredi. De quoi augurer une campagne tendue en vue du scrutin qui devrait avoir lieu cette année.

Complicé avec l'Allemagne et avec les États-Unis

L'industrie suisse d'armement est-elle si mal en point? On pourrait en douter en consultant les chiffres 2025, publiés en mars. L'an dernier, les entreprises suisses ont exporté pour 948,2 millions de matériels de guerre. Soit une hausse de 43% depuis 2024.

Si l'Allemagne est le principal importateur, avec un montant de 386,4 millions, il est suivi des États-Unis (94,2 millions), comme le précise le Secrétariat d'État à l'économie (SECO). Deux pays sur lesquels il faut s'arrêter un instant pour comprendre les difficultés qui pourraient se poser à la Suisse.

Retour en 2022. Alors que l'Europe cherche à soutenir l'Ukraine, l'Allemagne demande par deux fois à la Suisse de lui permettre de réexporter des munitions pour permettre à Kiev de répondre aux attaques russes. À chaque fois, Berne refuse, provoquant l'ire de Berlin. Dans des circonstances similaires, la Suisse dira aussi non à des requêtes venues d'Espagne, du Danemark et des Pays-Bas. Ce qui aura des conséquences.

En 2023, Amsterdam dit renoncer à acquérir de l'armement suisse. En 2024, c'est au tour de Berlin d'écrire à l'Office fédéral de l'armement (ArmaSuisse) pour l'informer que les entreprises suisses seraient désormais



La Suisse exporte surtout des munitions et des véhicules blindés. Ici, l'entreprise Mowag en Thurgovie. Urs Jaudas

exclus de certains achats militaires allemands.

Si les rapports sont depuis compliqués avec l'Allemagne, ils le sont désormais aussi avec les États-Unis. Le 20 mars, le Conseil fédéral indiquait qu'il n'autorisait plus les exportations de matériel de guerre vers les États-Unis en raison de la participation du pays dans le conflit en Iran. Là aussi, les règles en matière de neutralité étaient brandies.

Des exceptions pour 25 pays?

C'est dans ce double contexte-là qu'il faut analyser la volonté du gouvernement et du parlement de changer les règles. Actuellement, selon la loi, la Suisse ne peut pas exporter des armes fabriquées dans le pays vers des nations impliquées dans une guerre ou qui commettent des violations manifestes des droits humains. Les acheteurs doivent ainsi signer une déclaration de non-réexportation, et demander la permission de réexporter. Des changements entrés en vigueur en 2021: il s'agissait alors d'un contre-projet à l'initiative «correctrice», qui ne voulait plus que

des armes suisses se retrouvent dans des pays en guerre civile.

En 2024, le Conseil fédéral a toutefois demandé au parlement de lui accorder le droit de déroger exceptionnellement à ces règles. La majorité bourgeoise a même décidé d'aller plus loin. Pour 25 pays, les exportations d'armes seront automatiquement accordées, même s'ils sont impliqués dans un conflit, et la déclaration de non-réexportation a été rayée. Il s'agit surtout de pays européens, auxquels s'ajoutent l'Argentine, l'Australie, le Canada, le Japon, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. La révision de la loi prévoit toutefois un droit de veto du Conseil fédéral, quand il s'agit de l'intérêt national de la Suisse.

«Politique trop restrictive»

Au parlement, le débat a été houleux sur ces changements. Il suffit de se plonger dans les procès-verbaux de l'époque pour s'en rendre compte.

Selon Jean-Luc Addor (UDC/VS), il s'agit «d'assurer la défense de la Suisse» ainsi que «la sécurité économique» de l'industrie de l'armement. «Il faut des

règles réalistes au regard de la situation internationale, et compréhensibles pour les partenaires étrangers», ajoutait alors Heinz Theiler (PLR/SZ). Nicole Barandun (Le Centre/ZH) évoquait la «crédibilité» de la Suisse vis-à-vis de partenaires. «La politique actuelle est trop restrictive, l'industrie d'armement suisse ne peut pas vivre exclusivement du marché helvétique», complétait Beat Flach (PVL/AG).

La gauche et les ONG vent debout

La gauche, elle, dénonçait cette tentative de la droite de revenir sur des acquis. «Par les temps qui courent, il s'agit surtout de gagner beaucoup d'argent», fustigeait Pierre-Alain Fridez (PS/JU). Clarence Chollet (Les Verts/NE) dénonçait «une perspective industrielle au lieu d'humanitaire», d'autant plus que le projet, sans clause rétroactive, ne permettrait pas d'aider l'Ukraine. Gerhild Andrey (Les Verts/FR) parlait d'une «Lex industrie» plutôt que d'une «Lex Ukraine».

À quelques jours du dépôt du référendum, les opposants,

Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) en tête, sont prêts à en découdre. «En 2021, grâce à l'initiative correctrice, des critères clairs et transparents pour les exportations de matériel de guerre ont enfin été inscrits dans la loi, rappelle Pauline Schneider, figure romande du GSSA. Que la majorité bourgeoise soutenue par le lobby des armes veuille revenir en arrière sur un contre-projet qu'elle a elle-même voté il y a à peine cinq ans est inacceptable.»

Ne craint-elle pas que le contexte sécuritaire joue contre eux? «Au contraire, les chiffres 2025 des exportations d'armes montrent bien que ces restrictions ne menacent pas l'industrie suisse, rétorque Pauline Schneider. Nous devons plus que jamais nous assurer qu'aucune arme suisse ne se retrouve dans des pays en proie à la guerre civile, comme ce fut le cas au Yémen ou en Syrie.» Et d'ajouter que le bellicisme de Trump pourrait aider leur campagne. «Je suis convaincue que la population ne souhaite pas voir de matériel suisse dans la guerre qu'il mène en Iran.»